

## FICHE AMENDEMENT

### Proposition d'amendement à l'article III. 52 (ex-article 86TCE)

Déposée par Madame Anne Van Lancker, Roger Briesch, Olivier Duhamel, Helle Thorning-Schmidt, Carlos Carnero - Gonzalez, Ben Fayot, Ornella Paciotti, Pervenche Beres, Sylvia-Yvonne Kaufmann, Maria Berger, Caspar Einem

Qualité : - Membre

---

#### Article III-52 (ex-article 86)

1. Les États membres, en ce qui concerne les entreprises publiques et les entreprises auxquelles ils accordent des droits spéciaux ou exclusifs, n'édicte ni ne maintiennent aucune mesure contraire aux dispositions de la Constitution, notamment à celles prévues aux [articles 12 et 81 à 89].
  2. Les entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt ~~économique~~ général ou présentant le caractère d'un monopole fiscal sont soumises aux dispositions de la Constitution, notamment aux règles de concurrence, dans les limites où l'application de ces règles ne fait pas échec à l'accomplissement en droit ou en fait de la mission particulière qui leur a été impartie. Le développement des échanges ne doit pas être affecté dans une mesure contraire à l'intérêt de l'Union.
  3. La Commission veille à l'application du présent article et adopte, en tant que de besoin, les règlements ou décisions européens appropriés.
- 

#### Explication éventuelle :

Cet amendement répond aux préoccupations exprimées au groupe de travail Europe sociale que la référence aux entreprises de services publics à l'article 86 n'implique aucunement l'obligation de fournir ces services exclusivement par l'intermédiaire d'entreprises et de type commercial, et que les États membres demeurent libres, notamment dans le contexte de la subsidiarité, d'organiser eux-mêmes ou par l'intermédiaire de collectivités locales, la fourniture de ces services d'autres façons.

Il reflète l'interprétation large conférée par la Cour à la notion de « services d'intérêt économique général » au sens de l'actuel article 86, paragraphe 2, du Traité CE<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Dans les arrêts visés à la note précédente, la Cour, invitée à examiner si le droit exclusif accordé par des partenaires sociaux à un fonds sectoriel de pension pour gérer les pensions complémentaires du secteur concerné et la restriction de concurrence qui en découle peuvent être justifiés au titre de l'article 86, paragraphe 2, du Traité CE, a jugé, en substance, que les régimes sectoriels de pension en cause remplissent une « fonction sociale essentielle dans le système de pension aux Pays-Bas » et que « la suppression du droit exclusif conféré au fonds pourrait aboutir à l'impossibilité pour ce fonds d'accomplir les missions d'intérêt économique général qui lui ont été imparties dans des conditions économiquement acceptables et mettre en péril son équilibre financier » (voir, notamment le point 111 de l'arrêt Albany).